

Éditorial

Arash Mohtashami-Maali

Number 138, Winter 2007–2008

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/40634ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Mohtashami-Maali, A. (2007). Éditorial. *Liaison*, (138), 3–5.

Éditorial

ARASH MOHTASHAMI-MAALI

*Pourquoi voit-il pousser la rose,
Là où la rose ne poussera pas ?*
Jacques BREL

VENDREDI 19 OCTOBRE, La Nouvelle Scène. Il est à peine 18h. Le colloque sur la littérature franco-canadienne, organisé par l'Université d'Ottawa et d'autres partenaires, vient de vivre sa première journée. Les conférenciers se rencontrent autour d'un cocktail à la suite d'une table ronde où étaient présents des auteurs de l'Ontario français. Ayant juste fini ma journée de travail, je n'ai pas pu y assister. Je suis donc arrivé en retard. Je me suis fait petit en entrant dans la salle; je me suis fait encore plus petit en allant dans un coin... Je me suis retrouvé alors face à Daniel Poliquin pris dans une discussion amicale avec Johanne Melançon. Cela faisait longtemps que je ne les avais pas vus, et ne sachant pas trop de quoi ils parlaient, comme toute personne polie, j'ai commencé par les écouter. Ceux qui connaissent Poliquin peuvent bien l'imaginer en train de parler d'un passionnant sujet, affichant un sourire radieux, sa marque de commerce. Toujours aussi charismatique, toujours aussi proche de son interlocuteur, il est le prototype même de l'auteur captivant, capable de stigmatiser son lecteur ou son interlocuteur. En silence, j'admire donc cet homme qui, avec aise, exprimait directement, et sans gêne, ses pensées. L'écrivain et le penseur, sûr de lui, sûr de ses actes et de ses paroles. La discussion est à propos de Giller Prize et sur le fait que les anglophones ne sont pas très contents qu'une traduction soit considérée par le jury de ce Prix... Innocemment, je pose la question: « Qui est cet auteur francophone parmi les finalistes de Giller Prize? ». Grand silence. Johanne Melançon me regarde étonnée; Daniel Poliquin me donne une tape dans le dos et m'apprend, avec un grand sourire, que la traduction de *La Kermesse* est finaliste. Le prix littéraire le plus prestigieux du Canada anglais, que certains connaissent très bien et qui comprend parmi ses récipiendaires les plus grands noms des auteurs anglophones, m'avait échappé cette année! Occupé par mes fonctions à faire avancer la maison d'édition et la revue *Liaison* (je vous épargne les détails), je suis devenu de plus en plus sélectif dans mes lectures, dans les recherches en dehors des heures du bureau, etc., au point que ces dernières

semaines, je n'écoute même plus le journal télévisé, que je ne lis presque plus... Cependant, toutes ces raisons, aussi valables qu'elles soient, ne m'ont pas empêché de rougir, d'avoir honte et de me sentir mal devant la nouvelle que j'aurais dû recevoir bien autrement. Malgré tout le bonheur que je ressentais pour Daniel Poliquin, j'étais plutôt un homme touché dans sa fierté d'être passé à côté d'un événement important, et pire encore, être pris sur les faits.

Du coup, moi qui attendais le moment opportun pour féliciter Daniel Poliquin qui a partagé, au printemps dernier, le Prix des lecteurs de Radio Canada avec Nancy Houston et a remporté le Prix littéraire de la ville d'Ottawa, j'ai tout oublié. J'ai même omis de le féliciter pour son nouvel exploit. Un auteur de l'Ontario français est au Giller Prize! Va-t-il le gagner? On l'espère pour lui. *La Kermesse* est un livre qui a été couronné de succès en Ontario français où il a raflé tous les prix... Étrangement, il n'a pas été remarqué par le jury francophone du Prix du Gouverneur Général (mais allons-nous en faire un cas? On est habitués à voir nos meilleurs livres ignorés). La version anglaise, sous le titre de *A secret between us*¹, a un grand succès et vit une belle aventure. On ne peut que s'en réjouir.

J'ai quitté la conversation, songeur, oubliant encore une fois de féliciter (décidément!) l'auteur-phare de notre province pour cette nouvelle réussite. Je venais tout à coup de me rappeler une autre histoire, une autre réunion, un autre monde que celui de la création littéraire: celui des négociations politiques et la question des subventions.

L'année dernière, j'ai eu la chance de participer à une réunion portant sur la question du PICLO (non, ce n'est pas un oiseau comme me le demandait un enfant qui m'avait entendu parler de ce programme). Le *Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle* (PICLO pour les intimes) « est une initiative du ministère du Patrimoine canadien lancée en juin 2000, visant à créer et renforcer des relations de coopé-

1- Daniel Poliquin, *A secret between us*, traduit par Donald Winkler, Douglas & McIntyre, 2007, 304 pages.

ration durables entre les communautés de langue officielle en situation minoritaire et les organismes fédéraux. L'initiative PICLO est dotée d'une enveloppe de 5,5 millions de dollars par année permettant d'offrir un financement complémentaire aux contributions d'autres organismes fédéraux². Cette somme, une fois divisée entre les 16 organismes fédéraux (de Pêches et Océans Canada au Conseil des Arts du Canada), n'a eu que très peu de retombées sur les organismes artistiques du secteur des arts, malgré ce que les études, en 2003, démontraient : «... que l'Entente CAC-PICLO avait atteint la majorité des objectifs qu'elle s'était fixés, les artistes et organismes artistiques ayant, d'une part, beaucoup bénéficié des fonds complémentaires alloués et le CAC ayant, d'autre part, eu l'occasion de connaître davantage les besoins des francophones en milieu minoritaire³». La suite de ce court exposé montrera que si le PICLO, du début du millénaire, a eu certaines retombées, le CAC, en revanche, n'a pas très bien saisi la réalité de nos milieux, car dès la diminution de la somme allouée au PICLO-CAC, on a constaté un retour en arrière en matière de positionnement du milieu artistique minoritaire au sein de cette institution.

Depuis les grandes festivités, joies et paranoïa de l'an de grâce 2000, dans le domaine des arts, l'enveloppe PICLO, avec les déboires politiques que l'on connaît bien, a donc rétréci, passant de 900 000 dollars en 2003 à 450 000, puis à 300 000 en 2006. Actuellement, le secteur des éditions et des lettres bénéficie à peu près de 60 000 dollars chaque année. Concrètement, la revue *Liaison* a reçu l'année dernière 300 dollars de ces fonds pour ses activités de promotion; les Éditions l'Interligne avait reçu, l'année précédente, une somme semblable pour organiser des tournées d'auteurs. L'essentiel de l'enveloppe PICLO édition est consacré aux auteurs: programme de tournées, de subventions à la création littéraire, etc. Ce qui en soi semble positif, sauf qu'en réalité, le PICLO n'a pas eu les retombées escomptées. Les études comparatives, échelonnées sur plusieurs années, ont montré que les auteurs du Canada français ne profitaient pas souvent des subventions régulières des organismes gouvernementaux. Le PICLO n'a pas rétabli la situation. En réalité, dès que nous regardons de plus près les documents, nous avons la nette impression que le PICLO a permis au CAC de donner des subventions aux artistes hors Québec et améliorer ainsi, pour un laps de temps, ses statistiques sans pour autant essayer de trouver un moyen pour mieux faire entrer nos artistes et nos organismes artistiques dans ses programmes réguliers. Et lorsque cette année, le programme se fait évaluer par une firme externe, la recommandation de la firme indépendante, PGF, est beaucoup plus mitigée. Soulignant très timidement l'insuffisance des fonds attribués au Conseil des Arts du Canada, les rédacteurs du rapport mettent le doigt sur les faiblesses de ce programme sans pour autant s'en prendre au fonctionnement actuel du Conseil qui défavorise les auteurs et les artistes provenant des milieux minoritaires francophones.

Vous vous demandez sans doute pourquoi j'ai pu faire un lien entre une soirée à La Nouvelle Scène et le PICLO.

Combien un esprit peut être tordu pour passer du simple plaisir de la rencontre avec un auteur au sommet de sa gloire à une ennuyeuse réunion autour d'un programme pour le moins douteux! La réponse est assez logique: lors de cette fameuse réunion, les représentants du Regroupement des éditeurs canadiens-français avaient souligné le fait que les auteurs importants du Canada français, parmi lesquels on trouvait Daniel Poliquin, avaient profité des fonds du PICLO. Parmi les données que nous pouvions analyser, presque aucun nom d'auteurs importants, publiés par nos éditeurs, ne se trouvaient dans la liste des subventions régulières. On avait la nette impression que le PICLO avait permis au CAC de sauver sa face, sans pour autant aider nos auteurs à se placer parmi ceux et celles qui profitent des bourses des programmes réguliers qui leur permettent de mener à bien leurs projets d'écriture.

Certains d'entre vous qui ont fait des demandes de bourses le savent: le CAC est très clair sur le fait que le processus de sélection se base sur l'excellence des artistes et des projets et que le tout est jugé par un comité de pairs constitué d'auteurs qui examinent chaque dossier et accordent les bourses disponibles. Ce processus qui a pour but de protéger le CAC des plaintes n'a presque jamais failli en matière d'argumentaires pour défendre sa position vis-à-vis des critiques. Les agents nous disent: vous êtes jugés par vos pairs, c'est votre excellence qui est jugée, celle de votre dossier, etc. En quelques mots, ils nous disent: «Vous n'êtes pas bons, ce sont des juges qui vous ont condamnés...Allez vous coucher et recommencez demain».

L'excellence de nos auteurs? Si nous prenons en compte le bassin des auteurs canadiens-français, que nous calculons le nombre de prix nationaux gagnés et comparons le nombre de fois où nos auteurs ont été finalistes à ces mêmes prix, alors nous constaterons rapidement que notre milieu littéraire a un rendement plus qu'acceptable. Sur les 4 à 500 auteurs actifs en dehors des frontières du Québec et la centaine publiée chaque année, une demi-douzaine est souvent finaliste ou gagnant d'un prix national tel que le Prix du Gouverneur Général. Il ne se passe pas une année sans que nos auteurs ne soient pas présents à ces prix et, pourtant, il n'y a pas une année où ils soient aussi peu représentés au programme régulier du Conseil des Arts du Canada et qu'il nous faille recourir à des subterfuges tel que le PICLO, une bouée de sauvetage indéfinie et incertaine, pour que nos auteurs bénéficient de l'aide financière pour créer dans leur province et entrer en compétition avec le reste du Canada.

Il y a donc anguille sous roche. Nous avons le droit de nous poser des questions à propos des programmes de bourses du CAC. Nous commençons alors à avoir des doutes tout en refusant de croire que les dirigeants de cet organisme fédéral ont décidé de consacrer l'essentiel de l'enveloppe PICLO aux artistes: 1- pour camoufler les statistiques peu performantes de leurs programmes pour les francophones vivant dans un milieu minoritaire; 2- pour éviter de réviser un fonctionnement qui défavorise largement nos auteurs et nos artistes tout en reconnaissant les carences.

Chaque année, lorsque les réponses des jurys sont données, demandez à voir le nom des jurés. Très souvent (il

2- http://www.canadienheritage.gc.ca/progs/lo-ol/ci-ic/fact_f.cfm (site visité le 20 octobre 2007).

3- Étude d'impact PICLO au CAC réalisée par PGF, en juillet 2007 pour le compte du Conseil des Arts du Canada.

y a bien sûr des exceptions), les jurys sont constitués de francophones évoluant dans les milieux majoritaires (je n'ose pas dire qu'ils sont tous importés de Montréal, car je suis certain qu'on va me dire qu'il y en a aussi des gens de la rive sud, de Laval et de Québec). Ces nobles auteurs qui connaissent parfaitement leurs consœurs et confrères dans leur province n'ont aucune idée de l'évolution de la littérature dans les autres provinces. Ils ne connaissent pas nos auteurs, nos maisons d'éditions. Certains ne savent même pas qu'il y a des francophones vivant en Ontario, au Manitoba... À l'image de la majorité de la population québécoise, les francophones hors Québec, pour eux, sont des *assimilés*. Les médias québécois ne parlent jamais de nos auteurs. Leurs journaux se tuent à parler des livres importés d'ailleurs ou parfois des livres québécois et n'ont presque aucune place pour les livres ontariens, acadiens ou manitobains. Comment peut-on en vouloir donc à ces auteurs de ne pas nous connaître? Imaginez également que la personne responsable du jury ne connaisse pas très bien le programme PICLO! (problème que nous avons présenté à maintes reprises aux responsables du CAC et ce que souligne également la firme PGF). Les jurés vont alors distribuer l'enveloppe budgétaire aux auteurs qui leur sont familiers, ayant bonne conscience que le PICLO viendra pour les auteurs qui leur sont inconnus. Plus récemment, le CAC est plus inclusif envers nous et considère des jurys plus équilibrés. Est-ce que cela va avoir une portée? pour l'instant, le PICLO est un programme de bourses hors circuits pour des auteurs hors circuits.

L'étude de PGF, aussi diluée qu'elle paraisse par ses conclusions et ses recommandations, avertit le lecteur que si le PICLO a suscité de l'intérêt chez les récipiendaires du début du nouveau millénaire, il est aujourd'hui menacé par un mécontentement massif. Selon toujours cette étude, déjà plus de 67 % des organismes artistiques à travers le Canada sont insatisfaits des résultats. 60 % des individus récipiendaires de la bourse PICLO sont toutefois satisfaits; réaction normale et prévisible du fait que ces artistes et écrivains n'ont pas encore réalisé que le PICLO ne les avait pas aidés à bénéficier du programme régulier du CAC et qu'il s'agissait d'un programme provisoire.

L'équation est simple: selon le recensement réalisé en 2001, les francophones hors Québec composent un peu plus de 3,4 % de la population canadienne (10 à 12 % de la population francophone de notre pays). Or, si nous faisons la moyenne des fonds accordés au Canada français (et ceci seulement au sein du Conseil des Arts du Canada), nous nous rendons compte qu'ils sont loin d'atteindre des résultats proportionnels: Artistes et organismes artistiques bénéficient seulement de 2% des subventions accordées par le CAC. Dans certains programmes (surtout les programmes d'aide aux artistes et aux écrivains), lorsque nous enlevons les fonds du PICLO, la situation est désespérée. Comment peut-on atteindre des résultats aussi peu performants alors que, comme nous l'avons montré un peu plus haut, ni notre excellence ni le nombre de nos demandes de subventions ne peuvent être mis en cause (selon PGF, entre 1,5 à 2 % des demandes individuelles et 2,8 à 4 % du côté des organismes).

Je suis donc songeur lorsque j'apprends dans l'étude de PGF que, dès 2003, le CAC a commencé à mieux comprendre la réalité des milieux artistiques en situation minoritaire. En regardant ce qui se passe actuellement, j'ai plutôt l'impression que le PICLO est le repentir du pêcheur, la reconnaissance de la faute, mais qui, en rien, ne pardonne ni résout le problème. Il y a bien entendu une réalité au PICLO qu'il faut reconnaître: si un tel fond a été créé, c'est qu'il est nécessaire; c'est l'aveu du gouvernement d'une faute commise. C'est un État qui reconnaît un oubli, une défaillance dans son système. Mais, encore une fois, allons-nous manquer l'occasion unique de bâtir à partir de cet aveu et de pousser plus loin notre lutte?

Nous sommes fiers de notre démocratie qui doit, de façon égalitaire, les mêmes droits à tous ses citoyens. Nous sommes fiers d'aller voter pour nos représentants politiques en nous disant que chaque région de notre pays, chaque citoyen a un député au sein des parlements provincial et fédéral. Nous sommes fiers de nos valeurs. Mais sachez qu'au sein de notre population, au cœur de cette démocratie, une injustice sévit: 3,4 % de la population n'a pas les mêmes chances. Lorsque vous constatez que la majorité de cette population vit dans des régions éloignées, dans des conditions de vie défavorisées, et que les prunelles de leurs yeux, de leur culture, de leur langue, les symboles de leur fierté et de leur identité que sont leurs artistes, leurs écrivains et les organismes artistiques et littéraires qui les représentent sont mis à l'écart, c'est alors que les questions se posent. Interrogeons l'aveuglement de la situation politique actuelle, mettons en cause le fonctionnement d'une démocratie basée sur une société complexe, multiculturelle et qui, en même temps, a du mal à protéger ses communautés linguistiques et fondatrices. PICLO ou pas PICLO, là n'est pas la question. C'est de survie, de continuité, d'épanouissement de notre société dont il s'agit. L'énigme est de savoir comment dans des situations aussi difficiles, des auteurs comme Daniel Poliquin, Jean Marc Dalpé, Michel Ouellette et bien d'autres arrivent à produire des œuvres marquantes de notre pays. L'épreuve est de s'assurer que dans les générations à venir, nous aurons des artistes de ce calibre capables de prendre le flambeau et devenir les étendards de notre culture, notre communauté. Les solutions? Devons-nous demander, au sein du CAC, un bureau canadien-français? La Fédération culturelle canadienne-française n'en est pas persuadée, cependant, devant l'impasse d'aujourd'hui, c'est peut-être la seule revendication possible. Aux mêmes termes que les peuples amérindiens, la culture du Canada français a besoin d'une plus grande protection, car elle est très facilement en danger de réduction au folklore et ensuite à la disparition. C'est justement pour ces mêmes raisons que nous devons nous réunir et demander les droits des milliers de nos compatriotes qui, encore de nos jours, vivent les dangers de l'assimilation et de la perte d'identité.

Et pour finir, lorsque vous lisez ce texte, les résultats du prix Giller seront annoncés. Peut-être que Daniel Poliquin a emporté ce prix... Et, quand j'entends la chanson de Jacques Brel, je sais, désormais, que la rose pousse là où on fait l'effort de la soigner. ■